

Brochure n° 3060

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1930. – MEUNERIE**

---

**AVENANT N° 43 DU 23 JANVIER 2015  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2015**

NOR : ASET1550293M

IDCC : 1930

---

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux se sont réunis en janvier 2015 dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires minima.

Après divers échanges, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord dans les termes qui suivent.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant et intégration de son contenu  
dans la convention collective*

Le présent avenant a pour objet de revaloriser les minima professionnels applicables aux salariés relevant de la convention collective de la meunerie.

Il fixe les minima professionnels définis à l'annexe B de l'annexe I relative à la grille de salaires rattachée au système de classifications par critères classants.

Cette nouvelle annexe B à l'annexe I « Salaires » de la convention collective de la meunerie, modifiées selon les dispositions figurant aux articles 2 et 3 du présent avenant, annule et remplace l'annexe B définie par l'avenant n° 42 du 11 février 2014.

L'annexe D de l'annexe I relative à la grille de salaires par coefficient est supprimée puisqu'elle n'est plus en vigueur depuis le 7 juin 2014 conformément à l'avenant n° 35 du 19 juin 2012.

**Article 2**

*Modification de l'annexe B à l'annexe I « Salaires »  
Rémunération mensuelle minimum (REMM), niveaux I à IX*

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les montants bruts de la rémunération mensuelle minimum garantie aux salariés en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) sont fixés comme suit.

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2015
I	1 473,19
II	1 548,56
III	1 626,00
IV	1 713,74
V	1 940,86
VI	2 271,22
VII	2 777,09
VIII	3 339,73
IX	4 181,11

Dans le cadre d'un forfait annuel en jours convenu avec un salarié cadre (classé *a minima* au niveau VI), conformément à l'article 15 de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, le salaire minimum de son niveau détermine la REMM brute minimale devant être versée à un salarié occupé sur la base annuelle de 218 jours, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe I « Salaires ».

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

### Article 3

#### *Date d'application*

Les partenaires sociaux souhaitent que les entreprises puissent bénéficier de la nouvelle grille de salaires minima par niveau au plus tôt.

En conséquence, le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour les parties signataires et s'appliquera donc à l'ensemble des entreprises adhérentes aux syndicats signataires et à leurs salariés à compter de cette date.

Le présent accord s'appliquera à l'ensemble des entreprises de la branche et à leurs salariés le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Les partenaires sociaux demandent donc expressément aux services du ministre chargé du travail une application de l'accord la plus rapide possible.

### Article 4

#### *Publicité et dépôt*

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

### Article 5

#### *Extension*

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 23 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

ANMF ;

SNIA ;

CFSI ;

SRE.

**Syndicats de salariés :**

FGA CFDT ;

CSFV CFTC ;

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC.